



N°229, septembre 2026

Qui écrira les normes alimentaires du XXI^e siècle ?

Par Sandrine Doppler

Analyste et prospectiviste spécialisée dans le secteur agri-food. Fondatrice de L'Effet Doppler et du média State of Food, elle étudie les rapports entre alimentation, influence, souveraineté et puissance. Auditrice de l'IHEDN (91^{ème} session IE), diplômée de l'École de Guerre Économique, elle accompagne entreprises et institutions sur les enjeux de prospective et de résilience. Elle est l'autrice de Manger sous influence (Éditions de l'Aube, janvier 2027).

La compétition alimentaire mondiale a changé de nature. Elle ne porte plus seulement sur les terres ou les matières premières. Elle porte sur la capacité à définir ce que le monde devra manger demain. Nous appelons souveraineté narrative la capacité d'un acteur à imposer les cadres interprétatifs qui précèdent la production des normes. La bataille des récits précède celle des normes, et la bataille des normes précède celle des marchés. L'Europe dispose d'atouts réels. La question est de savoir si elle a la volonté de les mobiliser avant que d'autres aient fini de parler à sa place.

La nouvelle frontière de la puissance normative

En juin 2019, Qu Dongyu, agronome chinois et vice-ministre de Pékin, prenait la direction de la FAO en battant la candidate soutenue par l'Union européenne et les États-Unis. L'événement a circulé discrètement dans les chancelleries. Il aurait dû retenir l'attention des stratèges. Car la gouvernance alimentaire mondiale n'est pas qu'une affaire de techniciens. C'est un terrain de puissance.

La fin d'un consensus transatlantique

Pendant près de trois décennies, ce terrain avait été structuré autour d'un espace transatlantique cohérent. Les États-Unis concentraient la recherche biomédicale mondiale. Le Royaume-Uni rayonnait par ses universités et son réseau d'expertise. L'Union européenne transformait ces connaissances en normes exportables. Ce que Bradford a nommé l'effet Bruxelles — la capacité de l'Europe à réguler de facto le monde en raison du poids de son marché — constituait le pilier normatif de cet édifice.¹ Les tensions sur les OGM ou le poulet chloré se déployaient à l'intérieur d'un cadre partagé : croyance dans les institutions multilatérales, confiance dans l'expertise indépendante, langage commun des risques.

Ce cadre se fissure. Le démantèlement de l'USAID, la nomination de Robert F. Kennedy Jr. comme secrétaire à la Santé en janvier 2025² constituent des signaux d'une portée bien supérieure à de simples soubresauts internes. Ce qui se fragilise, c'est la capacité du bloc occidental à produire un consensus pour orienter les cadres normatifs mondiaux.

¹ Bradford, Anu, The Brussels Effect: How the European Union Rules the World, Oxford University Press, 2020.

² HHS, Make America Healthy Again Commission, Washington D.C., 2025.



La sortie britannique a retiré à l'architecture transatlantique l'un de ses principaux relais intellectuels. Non comme hypothèse : comme trajectoire en cours de consolidation.

La multiplication des discours structurants

Aux États-Unis, la commission *Make America Healthy Again* déplace l'attention vers les maladies chroniques et leurs déterminants alimentaires, ciblant les ultra-transformés et le rôle de l'industrie dans la construction des recommandations nutritionnelles. Cette recomposition doctrinale affaiblit la capacité américaine à produire un discours sanitaire cohérent à l'international. Elle crée un vide normatif. Un vide ne reste jamais longtemps inoccupé.

Dans le domaine agricole, l'agriculture régénératrice s'impose comme nouveau cadre de référence. Son absence de définition normative unifiée n'est pas un défaut technique : c'est l'espace dans lequel s'exerce la compétition entre acteurs cherchant à en fixer les contours. Qui définira « régénératif » définira les conditions d'accès aux marchés de demain. La nutrition personnalisée et l'intelligence artificielle appliquée aux recommandations alimentaires ouvrent des perspectives analogues. L'alimentation est devenue un espace où s'affrontent des conceptions antagonistes du progrès et de la santé

L'émergence de nouvelles puissances normatives

Pékin préside le Comité du Codex sur les résidus de pesticides (CCPR) depuis 2006, instance sous la conduite de laquelle plus de 5 000 limites maximales de résidus ont été adoptées.³ Le 14^{ème} Plan quinquennal élève l'agriculture au rang de priorité de sécurité nationale.⁴ Les investissements chinois en biotechnologies et données de santé visent à définir les cadres qui structureront les marchés du futur. Cette dynamique rappelle ce qui s'est produit dans les technologies de communication : lorsque Huawei s'est imposé sur les infrastructures 5G, des architectures techniques et des capacités de surveillance ont changé de mains. Celui qui fixe la norme contrôle le déploiement, la sécurité et les flux⁵.

Les pays du Golfe ont développé des stratégies alimentaires adossées à des ambitions normatives⁶. L'aide alimentaire déployée en Afrique subsaharienne n'est pas une philanthropie : c'est un instrument d'influence. Ils perpétuent la logique inaugurée par le Plan Marshall : diffuser un modèle à travers l'aide, avant de le traduire en norme. L'Occident n'est plus seul à disposer de cette capacité. Un monde alimentaire multipolaire se constitue. Ses tensions sont lisibles dans chaque session du Codex Alimentarius, dans chaque négociation où la norme précède le tarif.

³ FAO/OMS, *Understanding the Codex Alimentarius*, 4e éd., Rome, 2016; CCPR53, Pékin, 2022; CCPR55, Chengdu, 2024.

⁴ Conseil d'État de la RPC, 14e Plan quinquennal (2021-2025), Pékin, 2021 ; OCDE, *Agricultural Policies in China*, Paris, 2023.

⁵ Farrell, Henry et Newman, Abraham, « Weaponized Interdependence », *International Security*, vol. 44, n°1, 2019, p. 42-79.

⁶ Chatham House, *Food Security in the Gulf*, Londres, 2022.



PRINCIPAUX PÔLES DE PRODUCTION NORMATIVE ALIMENTAIRE

Acteur	Levier normatif	Instance clé
États-Unis	Recherche biomédicale et données sanitaires	FDA, NIH, Codex
Union européenne	Régulation, EFSA, Horizon Europe, JRC	Codex, OMC, normes SPS
Chine	Technologies, données, investissements FAO	FAO, CCPR, BRI agri.
Pays du Golfe	Sécurisation alimentaire et aide liée	G20 Agri, fonds souverains
Inde	Masse démographique et coalition Sud	G20, FAO
ASEAN	Marchés émergents et normes régionales	ASEAN Food Safety Network

Source : synthèse de l'auteur à partir de FAO, Codex Alimentarius, Chatham House et Bradford (2020).

Le défi européen

L'Europe dispose d'atouts réels. Son marché unique de 450 millions de consommateurs reste la plus puissante machine normative du monde : toute entreprise qui veut y accéder doit s'y conformer, transformant la réglementation en standard de facto. L'EFSA produit les évaluations scientifiques les plus citées dans les arbitrages internationaux. Le JRC constitue un outil d'intelligence sans équivalent. La Stratégie *farm to fork* représente la tentative la plus ambitieuse de construire un discours sur la durabilité alimentaire à l'échelle d'un grand bloc⁷.

Pourtant, l'Europe a longtemps délégué la production des cadres interprétatifs aux États-Unis et au Royaume-Uni. Elle a été prenante de normes plus que productrice de récits. Une part significative des références mobilisées dans ses évaluations de risques est produite hors de ses frontières, dans des revues anglo-saxonnes, par des chercheurs formés dans des universités américaines ou britanniques. Cette asymétrie introduit une vulnérabilité structurelle dans sa souveraineté normative.

⁷ Commission européenne, COM(2020) 381 final ; COM(2021) 66 final ; PE, résolution 2022/2036(INI).



Le précédent GSM est éclairant : dans les années 1980, l'Europe a imposé ce standard face à la fragmentation américaine. Puis la bataille s'est rejouée avec la 5G, et l'Europe s'est retrouvée contrainte de choisir entre deux architectures dont elle ne maîtrisait aucune. Dans le domaine alimentaire, le moment de choix approche.

La souveraineté narrative, nouvel enjeu de défense

La guerre des céréales déclenchée par l'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a démontré que l'alimentation est un vecteur de coercition étatique. En bloquant les exportations ukrainiennes puis en les libérant sélectivement, Moscou a utilisé la dépendance alimentaire comme levier de pression politique. Ce n'est pas l'argument alimentaire qui était nouveau. C'est son emploi délibéré, synchronisé avec d'autres instruments de puissance — ce que Farrell et Newman nomment la *weaponized interdependence*, applicable aux flux alimentaires avec autant de rigueur qu'aux flux financiers.

La compétition porte désormais sur la définition même des problèmes à résoudre. Qui déterminera les priorités sanitaires des prochaines décennies ? Qui fixera les critères de durabilité opposables aux importations ? Ces questions relèvent de la stratégie autant que de l'agronomie⁸. La souveraineté narrative se construit : par l'investissement dans la recherche fondamentale, par le renforcement des instances d'évaluation scientifique, par la capacité à produire des cadres interprétatifs originaux, non à traduire ceux que d'autres ont écrits. La question n'est pas de savoir si l'Europe a les moyens de peser. Elle les a. La question est de savoir si elle a la volonté de les mobiliser avant que d'autres aient fini de définir à sa place ce que le monde devra manger demain. Au XX^e siècle, les puissances se disputaient les ressources. Au XXI^e siècle, elles se disputent les cadres intellectuels. La souveraineté commence bien avant la frontière.

BIBLIOGRAPHIE

Bradford, Anu, *The Brussels Effect*, Oxford University Press, 2020. — Chatham House, *Food Security in the Gulf*, Londres, 2022. — Commission européenne, COM(2020) 381 final ; COM(2021) 66 final. — Conseil d'État de la RPC, 14^{ème} Plan quinquennal, Pékin, 2021. — FAO/OMS, *Understanding the Codex Alimentarius*, 4e éd., Rome, 2016. — Farrell, Henry et Newman, Abraham, « *Weaponized Interdependence* », *International Security*, vol. 44, n° 1, 2019. — HHS, *Make America Healthy Again Commission*, Washington D.C., 2025. — Nocetti, Julien, « *Guerre de l'information* », *Politique étrangère*, IFRI, n° 4, 2020. — Nye, Joseph, *Soft Power*, Public Affairs, 2004. — OCDE, *Agricultural Policies in China*, Paris, 2023. — Parlement européen, résolution 2022/2036(INI).

⁸ Nye, Joseph, *Soft Power*, Public Affairs, 2004 ; Nocetti, Julien, « *Guerre de l'information* », *Politique étrangère*, IFRI, n° 4, 2020.